

Troyes, le **07 AOUT 2024**

Arrêté n° PCICP2024220-0001

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires pour l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de la Société SUEZ RV NORD-EST implantée sur le territoire de la commune de SAINT-AUBIN

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire ;
- VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;
- VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 août 2023 modifiant l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT562016267-0001 du 23 septembre 2016 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2019035-0001 du 4 février 2019 ;
- VU** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) du 24 janvier 2020 ;
- VU** les porter à connaissance transmis dans les formes prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement par courrier du 28 novembre 2023 complété relatif à la réception de lixiviats d'autres périmètres injectés dans les casiers de déchets et par courrier du 19 mars 2024 complété, relatif au remplacement du moteur de valorisation du biogaz transmis par la société SUEZ RV NORD-EST ;
- VU** le rapport et les propositions du 24 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 12 juin 2024 ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier du 25 juin 2024 complété par les courriels du 5 juillet 2024 et du 1^{er} août 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que SUEZ RV NORD-EST à SAINT-AUBIN dispose de la durée d'exploitation autorisée et des conditions d'exploitation actuellement autorisées ;

CONSIDÉRANT que la nature des lixiviats des ISDND extérieures au site est similaire aux lixiviats de l'ISDND de SAINT-AUBIN ;

CONSIDÉRANT que la demande ne nécessite pas de création ou de modification de nouvelles installations, ni d'extension physique des installations existantes, ni de modifications des prescriptions techniques autres que celle relative à la zone de chalandise ;

CONSIDÉRANT que la puissance du moteur de valorisation du biogaz est inférieure à celle du moteur remplacé ;

CONSIDÉRANT que par conséquent les flux de rejets atmosphériques sont plus faibles ;

CONSIDÉRANT que le changement de moteur n'est pas de nature à modifier les conclusions de l'évaluation des risques sanitaires ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, les modifications sont non substantielles ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRETE

Article 1 : Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT562016267-0001 du 23 septembre 2016 est modifié comme suit :

« Article 1.2.5 – Consistance des installations autorisées

L'établissement couvrant une superficie de 36 ha environ est organisé de la façon suivante :

- des zones anciennes de stockage (dénommées « zone 1 » et « zone 2 »), d'une superficie de 23,6 ha environ,
- une zone de stockage (dénommée « zone 3 ») d'une superficie de 12,5 ha environ,
- cinq bassins de stockage des eaux pluviales, propres à chacune des zones exploitées (un pour une zone d'entrée, deux bassins pour la zone 1, un bassin pour la zone 2 et un bassin pour la zone 3),
- une unité de traitement des effluents, associée à un moteur de valorisation électrique du biogaz et une torchère de secours,
- une zone de stockage de craie, issue de l'extraction des matériaux au droit de la zone 3. »

Article 2 : Conduits et installations raccordées

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT562016267-0001 du 23 septembre 2016 est modifié comme suit :

| N° de conduit | Installations raccordées | Puissance ou capacité | Combustible | Autres caractéristiques |
|---------------|----------------------------------|--|-------------|--|
| 1a | Torchère 1 | 1000 Nm ³ /h | Biogaz | Utilisation en soutien ou en secours du moteur |
| 2 | Moteur de valorisation du biogaz | 635 kW (électrique) 1604 kW (thermique) | Biogaz | 320 Nm ³ /h de biogaz admis à 50 % de méthane |

Article 3 : Conditions générales de rejet

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT562016267-0001 du 23 septembre 2016 est modifié comme suit :

| N°de conduit | Hauteur du point de rejet | Diamètre du conduit | Débit nominal (en m3/h) | Vitesse minimale d'éjection (en m/s) |
|---------------------------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| 1a Torchère 1 | 7 m | 1,4 m | Sans objet | Sans objet |
| 2 Moteur de valorisation du biogaz | 10 m | 0,35 | 2641 | 15 |

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kiloPascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Pour le conduit n° 1a, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

Article 4 : Valeurs limites en concentration

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2019035-0001 du 4 février 2019 est modifié comme suit :

| Concentrations instantanées (en mg/Nm³) | Conduit 1a Torchère 1 | Conduit 2 Moteur de valorisation du biogaz |
|---|--------------------------|---|
| O2 de référence | 11 % | 5 % |
| Poussières | - | 150 |
| SO2 | 300 (si flux > 25 kg/h) | - |
| NOx | - | 525 |
| CO | 150 | 1 200 |
| HF | - | - |
| HCl | - | - |
| COVNM | - | 50 |

Article 5 : Valeurs limites en flux

L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2019035-0001 du 4 février 2019 est modifié comme suit :

| Flux | Conduit 2 Moteur de valorisation du biogaz | | |
|-----------------------|---|--------|------|
| | | | t/an |
| Poussières | 396 | 9 508 | 3,5 |
| NOx en équivalent NO2 | 1 387 | 33 277 | 12,2 |
| CO | 3 169 | 76 061 | 27,7 |
| COVNM | 132 | 3 169 | 1,2 |

Article 6 : Vérifications des hypothèses de l'évaluation des risques sanitaires

L'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2019035-0001 du 4 février 2019 est modifié comme suit :

« Lors de la réalisation des mesures d'autosurveillance prévues aux articles 9.2.1.1.2 et 9.2.1.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 septembre 2016, l'exploitant s'assure que les hypothèses retenues dans son évaluation des risques sanitaires sont vérifiées, notamment pour les paramètres HF et Hcl.

I. Si des mesures d'autosurveillance mettent en évidence que les hypothèses de l'évaluation des risques sanitaires ne sont pas vérifiées, et en particulier si elles indiquent :

- un flux total (torchère 1a et moteur de valorisation) en HCl supérieur à 19,5 g/h,
- ou un flux total (torchère 1a et moteur de valorisation) en HF supérieur à 6,7 g/h,

l'exploitant transmet au préfet une mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires tenant compte des valeurs ainsi mesurées, dans un délai de 3 mois à compter de la date de la mesure.

II. Si l'exploitant justifie, après mise en œuvre du mode bioréacteur, que ses résultats d'autosurveillance démontrent que les hypothèses de l'évaluation des risques sanitaires sont vérifiées pour les paramètres Hcl et HF, alors l'autosurveillance des paramètres HCl et HF n'est plus requise pour les points de rejet 1a (torchère) et 2 (moteur de valorisation). »

Article 7 : Contrôle des lixiviats

Article 7.1

L'article 2.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2019035-0001 du 4 février 2019 est modifié comme suit :

« I. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte de manière hebdomadaire, les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets et un suivi des déchets réceptionnés dans le casier afin d'évaluer l'état hydrique du casier :

- le volume de lixiviats réceptionnés pour chaque ISDND externes,
- le volume pompé en provenance de l'ISDND de SAINT-AUBIN pour chacune des zones 1, 2 et 3,
- le volume de lixiviats réinjectés dans le massif de déchet, par casier,
- le volume total de lixiviats traités.

Les lixiviats sont réceptionnés et acceptés dans un bassin dédié au stockage des lixiviats quelle que soit leur origine.

Le mélange de lixiviats contenu dans le bassin dédié est ensuite réinjecté dans un casier identifié.

II. Lorsqu'un casier est exploité en mode bioréacteur, la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés de chaque ISDND d'origine est contrôlée tous les 3 mois.

Dans ce cadre, les paramètres suivants sont analysés :

| Paramètres analysés |
|---|
| pH |
| DCO |
| DBO5 |
| MES |
| COT |
| Hydrocarbures totaux |
| Chlorure |
| Sulfate |
| Ammonium |
| Phosphore total |
| Métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn) |
| Azote (N) total |
| CN libres |
| Phénols |

».

Article 7.2

L'article 2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2019035-0001 du 4 février 2019 est complété par les articles suivants :

« Article 2.7.5 Origine des lixiviats

En addition aux lixiviats réinjectés en provenance de l'ISDND de SAINT-AUBIN, les lixiviats injectés dans des casiers exploités en mode bioréacteur admissibles issus d'autres ISDND sont limités aux installations suivantes :

- BAR-SUR-SEINE (Aube)
- DORMANS (Marne)
- HUIRON (Marne)
- PARGNY-LÈS-REIMS (Marne)
- VITRY-EN-PERTHOIS (Marne).

Article 2.7.6 Volume de lixiviats

Les quantités de lixiviats admissibles annuellement en provenance d'autres ISDND sont limitées à 11 600 m³/an répartis comme suit :

- BAR-SUR-SEINE : entre 200 et 2 000 m³/an
- DORMANS : entre 3000 et 8 000 m³/an
- HUIRON : entre 100 et 300 m³/an
- PARGNY-LÈS-REIMS : entre 100 et 500 m³/an
- VITRY-EN-PERTHOIS : entre 200 et 800 m³/an ».

Article 7.3

L'annexe 5 de l'arrêté préfectoral n°DDT-56-2016267-0001 du 23 septembre 2016 est remplacé par l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral.

Article 8 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SUEZ RV NORD-EST.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-AUBIN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de SAINT-AUBIN, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de SAINT-AUBIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ANNEXE 1 – DÉCHETS INTERDITS

Les déchets suivants ne peuvent pas être admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux :

- tous les déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement, y compris les déchets dangereux des ménages collectés séparément, mais à l'exception des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante,
- les déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée à des fins de valorisation à l'exclusion des refus de tri,
- les ordures ménagères résiduelles collectées par une collectivité n'ayant mis en place aucun système de collecte séparée,
- les déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues et des lixiviats injectés dans des casiers exploités en mode bioréacteur) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; dans le cas des installations de stockage mono-déchets, cette valeur limite pourra être revue, le cas échéant, par le préfet, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement fournie par l'exploitant,
- les déchets radioactifs au sens de l'article L.542-1 du code de l'environnement,
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux provenant d'établissements médicaux ou vétérinaires, non banalisés,
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'Homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.),
- les déchets de pneumatiques, à l'exclusion des déchets de pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'article R. 311-1 du code de la route.